

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

30 septembre 2019

**PROPOSITION DE LOI**

**instaurant un plafond pour les indemnités,  
traitements et jetons de présence  
octroyés aux ministres et secrétaires  
d'État ainsi qu'aux membres  
de la Chambre des représentants**

(déposée par M. Marco Van Hees et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

30 september 2019

**WETSVOORSTEL**

**tot instelling van een plafond  
voor de vergoedingen, wedden  
en presentiegelden toegekend aan ministers  
en staatssecretarissen en aan de leden  
van de Kamer van volksvertegenwoordigers**

(ingediend door de heer Marco Van Hees c.s.)

**RÉSUMÉ**

*Cette proposition de loi vise à instaurer un plafond maximum pour les indemnités, traitements et jetons de présence que les ministres et secrétaires d'État reçoivent de l'État et que les membres de la Chambre des représentants reçoivent de la Chambre.*

**SAMENVATTING**

*Dit wetsvoorstel beoogt de invoering van een maximumplafond voor de vergoedingen, wedden en presentiegelden die ministers en staatssecretarissen ontvangen van de Staat en die de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers ontvangen van de Kamer.*

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 2478/001.

Les indemnités, traitements, jetons de présence et avantages de toute nature qui sont octroyés aux hommes et femmes politiques animent, depuis un certain temps déjà, les discussions dans la population. La série de récents scandales a fait naître dans la population un sentiment de méfiance justifié à l'encontre des indemnités plantureuses que les parlementaires élus ou les ministres perçoivent en rétribution de leurs activités. Le fait également que les parlementaires et ministres peuvent eux-mêmes en décider révolte beaucoup de gens.

Dans les médias, quelques hommes et femmes politiques ont réagi en indiquant qu'ils n'étaient pas opposés à une réduction de leur traitement. D'autres ont souligné la conformité avec l'étranger, les grandes responsabilités incombant aux politiques, ou encore le lien étroit qu'ils veulent conserver avec les élites de la société.

On retrouve un exemple marquant de ce dernier groupe dans les propos tenus par le parlementaire européen et ancien ministre Louis Michel qui, le 3 février 2017, dans l'hebdomadaire *Le Vif* réagissait de la façon suivante à une question sur les rémunérations: "Limiter le parlementaire à un mandat rémunéré 4 800 euros net par mois? Vous obtiendrez un Parlement coupé de la réalité, peuplé de fonctionnaires et d'enseignants mais déserté par le monde de l'entreprise et les avocats. Ce genre de mesure éloignera de la politique des tas de gens qui ont la motivation, le talent, l'intelligence et la formation pour accomplir un job où ils pourront tout simplement gagner davantage." Cette déclaration, témoignage d'un éloignement des réalités, a déclenché de nombreuses réactions. Le parlementaire européen a montré à cette occasion qu'il n'avait pas conscience du niveau élevé des indemnités perçues dans le monde politique. Ce n'est que trois semaines plus tard, le 25 février, qu'il a regretté d'avoir tenu ces propos, selon la presse parce que M. Michel ne voulait nullement mépriser les enseignants.

La question de la définition de la rémunération correcte de la responsabilité des députés et des ministres reste dès lors d'actualité. La notion de responsabilité sous-entend également que le grand public s'attend à ce que les personnes qui prennent des décisions qui affectent la population puissent évaluer correctement les effets desdites décisions. En d'autres termes, pour

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 2478/001.

De vergoedingen, wedden, presentiegelden en voordelen van alle aard die toegekend worden aan politici zijn al enige tijd het onderwerp van debat onder de bevolking. Door de reeks recente schandalen is er bij de bevolking een terecht wantrouwen ontstaan tegenover de riant vergoedingen die verkozen parlementairen of ministers ontvangen voor hun activiteiten. Ook het feit dat parlementairen en ministers daar zelf over mogen beslissen stuit veel mensen tegen de borst.

In de media hebben enkele politici hier op gereageerd door te stellen dat hun loon wel wat kan verminderen. Anderen hebben gewezen op conformiteit met het buitenland, de grote verantwoordelijkheid die politici toekomt, of de nauwe band die ze willen behouden met de maatschappelijke elites.

Een markant voorbeeld van dat laatste is te vinden in de woorden van Europees parlamentslid en voormalig minister Louis Michel, die op 3 februari 2017 in het blad *Le Vif* als volgt reageerde op een vraag over de verloning: "*Limiter le parlementaire à un mandat rémunéré 4 800 euros net par mois? Vous obtiendrez un Parlement coupé de la réalité, peuplé de fonctionnaires et d'enseignants mais déserté par le monde de l'entreprise et les avocats. Ce genre de mesure éloignera de la politique des tas de gens qui ont la motivation, le talent, l'intelligence et la formation pour accomplir un job où ils pourront tout simplement gagner davantage.*" Deze uitspraak, die getuigt van een verregaande vervreemding, lokte heel wat reacties uit. Het Europees parlamentslid toonde hiermee aan dat hij niet beseft hoe hoog de vergoedingen wel zijn binnen de politiek. Pas drie weken later, op 25 februari, betuigde hij spijt over deze uitspraak, volgens de pers omdat de heer Michel leerkrachten zich niet minderwaardig wou laten voelen.

De vraag "wat is een correct loon voor de verantwoordelijkheid die volksvertegenwoordigers en ministers dragen" blijft daarmee zeer actueel. Verantwoordelijkheid impliceert ook de algemene verwachting dat de personen die beslissingen maken die de bevolking treffen, de gevolgen van deze beslissingen correct kunnen inschatten. Met andere woorden, een politiek die rekening houdt

que leur politique tienne compte de la population, il faut aussi que les décideurs politiques aient une expérience de la réalité quotidienne de la société.

Le fossé qui sépare de plus en plus le citoyen de la politique étant désormais également reconnu par les médias, de plus en plus de responsables politiques prennent diverses initiatives pour se connecter davantage au monde “réel” du citoyen lambda. Cependant, peu de responsables politiques ont déjà examiné leurs propres conditions de vie sous l’angle financier, qui sont bien plus confortables que celles de l’homme de la rue. Les mandataires élus du PTB constituent une exception à cet égard: ils choisissent de céder à leur parti la part de leur revenu qui excède le revenu médian brut.

Les indemnités des ministres et des secrétaires d’État sont fixées dans le budget. Il ressort du budget général des dépenses pour l’année budgétaire 2017 que le premier ministre et les vice-premiers ministres ont perçu une somme de 227 000 euros bruts, ce qui correspond à environ 9 375 euros par mois (sans taxes communales ni provinciales pour les revenus de 2016). À cela s’ajoute toutefois une indemnité forfaitaire mensuelle non imposable pour leurs frais, leurs frais de représentation et leurs frais de séjour d’environ 2 500 euros.

Il ressort également de ces chiffres que les ministres ont perçu une rémunération brute de 223 000 euros, soit quelque 9 222 euros par mois (sans taxes provinciales ni communales pour les revenus 2016). Pour les secrétaires d’État, cette somme s’élève à 212 000 euros bruts sur une base annuelle, soit environ 8 800 euros par mois (sans taxes provinciales ni communales pour les revenus 2016). À cette somme s’ajoute également une indemnité forfaitaire mensuelle non imposable pour leurs frais, leurs frais de représentation et leurs frais de séjour d’environ 2 135 euros.

Pour les membres de la Chambre des représentants, la situation est plus complexe en raison du grand nombre de fonctions spéciales qui existent au sein de la Chambre, et du fait que c’est le bureau de la Chambre qui, en pratique, fixe ces indemnités.

L’article 66 de la Constitution belge accorde aux membres de la Chambre des représentants une indemnité annuelle de 12 000 francs. Cette disposition ne correspond toutefois pas à l’enveloppe réelle allouée annuellement à ses membres.

Selon les derniers chiffres, les membres du Parlement gagnent 83 400 euros bruts par an, ce qui correspond, après déduction d’une cotisation de pension de 8,5 % et après déduction fiscale, à environ 3 900 euros nets par mois (sans taxes provinciales ni communales pour les

met de bevolking impliceert politici die de dagdagelijkse realiteit in de maatschappij ervaren.

Dat de groeiende kloof tussen de burger en de politiek nu ook erkend wordt door de media zorgt ervoor dat meer en meer politici allerlei initiatieven nemen om meer in contact te komen met de “leefwereld” van de gewone burger. Weinigen hebben daarbij echter al gedacht aan hun eigen financiële levensomstandigheden, die ver boven die van de modale burger liggen. De verkozen mandatarissen van de PVDA zijn hierbij een uitzondering: zij kiezen ervoor om het deel van hun loon boven het netto mediaan loon af te dragen aan hun partij.

De vergoedingen voor ministers en staatssecretarissen wordt vastgesteld in de begroting. Uit de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2017 blijkt dat de eerste minister en de vice-premiers een vergoeding kregen van 227 000 euro bruto, wat neerkomt op ongeveer 9 375 euro per maand (zonder provinciale of gemeentelijke belastingen, voor inkomsten 2016). Daar komt echter nog iedere maand een niet-belaste forfaitaire vergoedingen voor onkosten, representatiekosten en verblijfskosten bij van ongeveer 2 500 euro.

Uit dezelfde cijfers blijkt dat de ministers een vergoeding kregen van 223 000 euro bruto, wat neerkomt op ongeveer 9 222 euro per maand (zonder provinciale of gemeentelijke belastingen, voor inkomsten 2016). Voor staatssecretarissen is dat 212 000 euro bruto op jaarbasis, wat neerkomt op ongeveer 8 800 euro per maand (zonder provinciale of gemeentelijke belastingen, voor inkomsten 2016). Ook daar komt nog een maandelijks niet-belaste forfaitaire vergoeding voor onkosten, representatiekosten en verblijfskosten bij van ongeveer 2 135 euro.

Voor leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers is de situatie complexer, door de veelheid aan speciale functies binnen de Kamer en door het feit dat het bureau van de Kamer in de praktijk vaststelt hoe hoog deze vergoedingen zijn.

Art. 66 van de Belgische Grondwet kent een jaarlijkse vergoeding toe aan de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers van 12 000 frank.

Deze bepaling beantwoordt niet aan de reële enveloppe die jaarlijks toegekend wordt aan deze leden. Volgens de laatste cijfers verdienen parlementsleden 83 400 euro bruto per jaar, wat na aftrek van een pensioenbijdrage van 8,5 % en belastingen neerkomt op ongeveer 3 900 euro

revenus de 2016). À cela s'ajoute toutefois une indemnité mensuelle forfaitaire non imposable de 2 008 euros.

Le président de la Chambre des représentants perçoit, outre son indemnité parlementaire, une indemnité forfaitaire sur laquelle n'est prélevée aucune cotisation de pension (83 400 euros), une indemnité de président du bureau correspondant à 72 % de l'indemnité forfaitaire (60 048 euros), et une indemnité de frais forfaitaire (2 008 euros par mois), ainsi qu'une indemnité de frais forfaitaire en qualité de président du bureau, également supérieure (3 002 euros par mois). Le montant total brut s'élève donc à 310 000 euros environ, une partie significative de ce montant étant exonérée d'impôt. Cela fait du président de la Chambre des représentants de Belgique l'un des responsables politiques les mieux rémunérés d'Europe.

Des indemnités ou des rémunérations supplémentaires sont également allouées aux vice-présidents et aux secrétaires de la Chambre, aux présidents des commissions et aux présidents des groupes politiques.

Il se déduit des chiffres les plus récents du SPF Économie (2014) que tous les membres de la Chambre des représentants se situent dans la tranche de 5 % des revenus les plus élevés de Belgique si l'on ne tient compte que des revenus découlant de leurs activités parlementaires, et donc pas de leurs indemnités de frais forfaitaire. Les secrétaires d'État, les ministres et le président de la Chambre se situent quant à eux confortablement dans la tranche de 1 % des revenus les plus élevés du pays. Si l'on tient compte des dites indemnités de frais forfaitaire particulièrement élevées, la conclusion est claire: les députés et les ministres font partie de l'élite de notre pays. Certains estiment cependant que cela ne suffit pas et cherchent à obtenir des revenus supplémentaires grâce à d'autres mandats.

Actuellement, la rémunération des ministres, des secrétaires d'État et des députés est donc telle que le niveau de vie de ces responsables politiques se situe au-dessus de celui de la majorité de la population. Ils sont très éloignés des conséquences pratiques des décisions qu'ils prennent, de sorte que beaucoup de responsables politiques ne ressentent pas les effets d'un saut d'index ou d'une augmentation des accises, de la décision de doubler le prix des antibiotiques, ou encore des ravages causés par l'augmentation du prix de l'électricité ou par la taxe sur l'énergie (*Turteltaks*).

La présente proposition de loi tente de remédier à cette situation en fixant un plafond maximum pour les indemnités, traitements et jetons de présence payés

netto per maand (zonder provinciale of gemeentelijke belastingen, voor inkomsten 2016). Daar komt echter nog iedere maand een niet-belaste forfaitaire vergoeding voor onkosten bij van 2 008 euro.

In de Kamer van volksvertegenwoordigers krijgt de voorzitter bovenop zijn vergoeding als parlementslid nog eens een standaardvergoeding waar geen pensioenbijdrage van afgetrokken wordt (83 400 euro), nóg een vergoeding als voorzitter van het bureau, die 72 % is van een standaardvergoeding (60 048 euro), nogmaals een forfaitaire onkostenvergoedingen (2 008 euro per maand), en nogmaals een forfaitaire onkostenvergoeding als voorzitter van het bureau die ook nog eens hoger ligt (3 002 euro per maand). Het totaal komt bruto ongeveer op 310 000 euro, waarvan een significant deel echter belastingvrij is. De voorzitter van de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers is daarmee één van de best betaalde politici in gans Europa.

Ook de vicevoorzitters en secretarissen van de Kamer, de commissievoorzitters en fractievoorzitters krijgen extra vergoedingen of verloning.

Uit de meest recente cijfers van de FOD Economie (2014) kan men afleiden dat enkel al met het belastbaar inkomen uit hun activiteiten als parlementslid, dus zonder de forfaitaire onkostenvergoedingen, alle leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers tot de bovenste 5 % van de inkomens in België behoren. De staatssecretarissen, ministers en de voorzitter van de kamer zitten comfortabel bij de hoogste 1 % inkomens van het land. Wanneer men de bijzonder hoge forfaitaire onkostenvergoedingen in rekening brengt, is de conclusie duidelijk: volksvertegenwoordigers en ministers behoren tot de elite in dit land. Toch vinden sommigen dit niet voldoende, en zoeken ze bijverdiensten op in andere mandaten.

Op dit moment veroorzaakt de verloning van de ministers, staatssecretarissen en de volksvertegenwoordigers dus een situatie waarbij deze politici boven het gros van de bevolking leven. Er is een verregaande vervreemding van de praktische gevolgen van de besluiten die genomen worden. Zo voelen veel politici niet wat het betekent wanneer er een indexsprong doorgevoerd wordt of accijnzen verhoogd, wanneer men beslist dat antibiotica dubbel zo duur worden, of welke ravages elektriciteitsprijzen en Turteltaksen aanrichten.

Dit wetsvoorstel probeert daartegen een oplossing te bieden. Het stelt een maximumplafond in voor de vergoedingen, wedden en presentiegelden die direct

directement par l'État aux ministres et secrétaires d'État et par la Chambre des représentants à ses membres. Un plafond supplémentaire d'un montant moins élevé est prévu pour les indemnités versées aux membres de la Chambre des représentants. Les indemnités des sénateurs sont quant à elles, en vertu de la Constitution, fixées et payées par les parlements des Communautés et des Régions.

Pour responsabiliser les politiques à l'égard de la population, il est proposé d'établir dans une première phase le plafond absolu à trois fois la rémunération médiane de la population belge. Ce plafond s'appliquera à tous les revenus forfaitaires (traitements, indemnités, jetons de présence et avantages de toute nature) que ces politiques perçoivent de la Chambre des représentants ou de l'État. Il est prévu dans une proposition de loi jointe que ce plafond s'appliquera également à l'ensemble des revenus d'autres mandats, qu'ils soient publics ou privés.

Le plafond afférent aux indemnités allouées aux membres de la Chambre des représentants est fixé à deux fois la rémunération médiane de la population belge. Eu égard à une pratique existante qui consiste à accorder des défraiements très importants, qui ne sont pas imposables, la présente proposition de loi précise que toutes les indemnités allouées aux membres de la Chambre des représentants doivent être imposables.

C'est la Cour des comptes qui déterminera le plafond maximum basé sur la rémunération médiane de l'ensemble de la population belge, en se fondant sur les statistiques les plus récentes mises à disposition par la Direction générale Statistique du SPF Économie.

La présente proposition de loi impose un plafond maximum. La Chambre des représentants et le gouvernement restent toutefois libres de diversifier les rémunérations dans le respect des limitations prévues ou d'allouer des indemnités moins élevées. Une telle diversification est déjà opérée au sein du gouvernement entre le premier ministre et les vice-premiers ministres, les ministres et les secrétaires d'État, ou encore au sein de la Chambre des représentants entre le Président de celle-ci, les présidents de groupe et les membres ordinaires.

Marco VAN HEES (PVDA-PTB)  
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)  
Nadia MOSCUFO (PVDA-PTB)  
Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)

uitbetaald worden door de Staat aan de ministers en staatssecretarissen, en door de Kamer van volksvertegenwoordigers aan haar leden. De vergoedingen voor de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers krijgen een bijkomend, lager plafond. De bevoegdheid om vergoedingen voor senatoren vast te stellen en uit te betalen wordt door de Grondwet toegewezen aan de parlementen van de Gewesten en Gemeenschappen.

Om politici te responsabiliseren tegenover de bevolking, wordt voorgesteld om in een eerste stap het absolute maximumplafond vast te stellen op drie maal het mediaanloon binnen de Belgische bevolking. Dit maximumplafond zal gelden voor alle forfaitaire inkomsten (wedden, vergoedingen, presentiegelden en voordelen van alle aard) die deze politici ontvangen van respectievelijk de Kamer van volksvertegenwoordigers of de Staat. In een gekoppeld wetsvoorstel wordt dit plafond ook geldig voor alle inkomsten uit andere mandaten, zowel publieke mandaten als privémandaten.

Het plafond voor de vergoedingen van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt gelegd op twee maal het mediaanloon binnen de Belgische bevolking. Omdat er een praktijk bestaat van zeer hoge forfaitaire onkostenvergoedingen, die onbelastbaar zijn, bepaalt deze wet dat alle vergoedingen aan de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers belastbaar moeten zijn.

Het berekenen van het maximumplafond op basis van het mediaan loon van alle Belgen zal berekend worden door het Rekenhof, op basis van de meest recent beschikbare cijfers die geleverd worden door de Algemene Directie Statistiek van de Federale Overheidsdienst Economie.

Deze wet legt enkel een plafond op. Het blijft de Kamer van volksvertegenwoordigers en de regering vrij om binnen de voorziene beperkingen te diversifiëren in de verloning, of lagere vergoedingen uit te keren. Een dergelijke diversifiëren bestaat reeds tussen de premier en de vicepremiers, de ministers en de staatssecretarissen binnen de regering, of tussen de voorzitter van de Kamer, de fractievoorzitters en de gewone leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

**PROPOSITION DE LOI****Article 1<sup>er</sup>**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2**

L'ensemble des indemnités, traitements, jetons de présence et avantages de toute nature perçus à titre de rémunération pour le mandat de ministre ou de secrétaire d'État du gouvernement fédéral, ou pour le mandat de membre de la Chambre des représentants, ne peut jamais excéder le triple du revenu médian de la population.

**Art. 3**

Les indemnités, traitements, jetons de présence et avantages de toute nature alloués par la Chambre des représentants à ses membres à titre de rémunération ne peuvent jamais excéder le double du revenu médian de la population.

La Chambre des représentants n'est pas autorisée à allouer une rémunération exonérée d'impôt, par exemple sous la forme d'une indemnité de frais forfaitaire non imposable.

**Art. 4**

Le revenu médian de la population est établi et publié chaque année par la Direction générale des statistiques du Service public fédéral Économie.

Sur la base de ces données, et conformément aux dispositions des articles 2 et 3, la Cour des comptes fixe le plafond des indemnités, traitements ou jetons de présence perçus à titre de rémunération ou d'indemnité de frais forfaitaire pour les mandats de ministre, de secrétaire d'État et de membre de la Chambre des représentants.

28 août 2019

Marco VAN HEES (PVDA-PTB)  
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)  
Nadia MOSCUFO (PVDA-PTB)  
Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)

**WETSVOORSTEL****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2**

Het totaal aan vergoedingen, wedden, presentiegelden en voordelen van alle aard, ontvangen als bezoldiging voor het mandaat uitgeoefend als minister of staatssecretaris van de federale regering, of voor het mandaat uitgeoefend als lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers, mag nooit meer bedragen dan drie keer het mediaan loon bij de bevolking.

**Art. 3**

De vergoedingen, wedden, presentiegelden en voordelen van alle aard die als bezoldiging door de Kamer van volksvertegenwoordigers uitgekeerd worden aan haar leden mag nooit meer bedragen dan twee keer het mediaan loon bij de bevolking.

Het is de Kamer van volksvertegenwoordigers niet toegestaan om hierbij belastingvrije sommen toe te kennen, bijvoorbeeld in de vorm van een niet-belastbare forfaitaire onkostenvergoeding.

**Art. 4**

Het mediaan loon van de bevolking wordt ieder jaar vastgesteld en openbaar bekendgemaakt door de Algemene Directie Statistiek van de Federale Overheidsdienst Economie.

Het Rekenhof bepaalt op basis van deze gegevens en overeenkomstig de bepalingen in artikel 2 en artikel 3 het plafond voor de vergoedingen, wedden of presentiegelden ontvangen als bezoldiging of onkostenvergoeding voor het mandaat uitgeoefend als minister, staatssecretaris en lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

28 augustus 2019